

# LES RELATIONS FRANCO-RUSSES DE 2000 A 2006

ENTRE BILATÉRAL ET MULTILATÉRAL

PAR

JEAN-CHRISTOPHE ROMER (\*)

Le début de la période 2000-2006 a été marqué, pour ce qui est des relations franco-russes, par des élections présidentielles en Russie et en France. La première, en mars 2000, a apporté un «sang nouveau» à la politique russe, avec l'élection de Vladimir Poutine, dont la popularité à l'intérieur de la Russie connaît des sommets qui ne se sont pas démentis. La seconde, en France, deux ans plus tard, s'est déroulée dans des circonstances qui ont suscité interrogations et inquiétudes, tant en France qu'à l'étranger. Entre ces deux élections s'est par ailleurs produit un événement qui, de la volonté même du pays qui l'avait subi, a modifié en grande partie – il est trop tôt pour parler d'«événement monstre» – certaines représentations d'un monde en train de se construire : de fait, au lendemain du 11 septembre 2001, les relations internationales subissent des mutations dont on retrouvera nécessairement des effets dans une série de relations bilatérales et notamment dans les relations franco-russes.

Même si Paris, à l'instar de Moscou et de nombreux autres Etats, prône le principe de la complexité des affaires internationales face à une vision plus manichéenne caractéristique de l'orthodoxie atlantique, les relations franco-russes connaissent en 2000 des débuts difficiles. Elles retrouveront certes rapidement leur bon niveau traditionnel, mais, dans un monde en mutation, elles seront aussi de plus en plus souvent soumises à des partenariats plus larges, et, ce, d'autant que les deux pays connaissent des évolutions opposées : un affaiblissement de la position de la France dans le monde, alors que, dans le même temps, l'objet des relations internationales qu'est devenue la Russie après 1991 tente d'en redevenir – semble-t-il avec succès – un acteur majeur.

(\*) Professeur à l'Université Strasbourg III (France).

## LES RELATIONS BILATÉRALES FRANCO-RUSSES

*Un mauvais début*

Lorsque Boris Eltsine, démissionnaire, désigne Vladimir Poutine pour assurer l'intérim de la présidence de Russie (1), puis lors de l'élection de ce dernier, le 26 mars 2000, les relations franco-russes sont au plus bas.

Lors de la seconde campagne en Tchétchénie, la France a en effet été en pointe des critiques occidentales à l'encontre de la Russie, conduisant à la condamnation de cette dernière – fût-elle symbolique – dans les principales instances internationales et régionales. Pourtant, la France, comme d'ailleurs ses partenaires européens, a observé avec un espoir mêlé d'une certaine circonspection l'élection d'un Président jeune, dynamique, considéré comme probablement moins complaisant que son prédécesseur et aussi moins imprévisible. Tout ceci explique en partie le mauvais état des relations franco-russes.

Ces dernières sont telles que la première visite en France de Vladimir Poutine, le 30 octobre 2000, est prévue par le Kremlin comme étant exclusivement réservée au sommet Russie-Union européenne (UE), dont la France est alors présidente. C'est à la toute dernière minute que Moscou fait savoir que le sommet européen sera prolongé par une visite officielle du Président russe en France. A l'issue de cette double visite et notamment lorsqu'il tire le bilan de la rencontre bilatérale, Vladimir Poutine ne manque pas de rappeler la proximité des points de vue entre Paris et Moscou sur nombre de questions : sécurité en général, avenir du traité SALT I-ABM de 1972 (2), Proche-Orient, Balkans (3).

Dès lors, les rencontres politiques et bien sûr aussi techniques reprennent leur rythme habituel. Toutefois, ce caractère routinier des relations franco-russes n'empêche pas quelques regards critiques venant des politiques et surtout des médias, à propos d'événements marquants qui se produisent chez l'autre : Tchétchénie et politique antiterroriste, affaire Ioukos, crises russo-ukrainiennes de 2004 et de 2005 d'un côté; élection présidentielle de 2002, crise des banlieues puis des étudiants autour du projet de Contrat première embauche (CPE) de l'autre.

(1) En cas de vacance de la présidence, c'est le président du gouvernement (Premier ministre) qui assure l'intérim (art. 92§3 de la Constitution russe de 1993).

(2) Le Président Bush annonce le retrait américain unilatéral du Traité le 13 décembre 2001, retrait qui, conformément aux termes du Traité de 1972, sera effectif six mois plus tard.

(3) «Réponses aux questions lors de la conférence de presse à l'issue de la rencontre avec le Président de la République française, Jacques Chirac», document disponible sur le site Internet de la présidence russe, [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru).

### *Le regard de l'autre : la Russie vue de Paris*

La volonté du nouveau Président russe de rendre à la Russie son statut d'acteur à part entière sur la scène internationale a conduit Vladimir Poutine, dès sa prise de fonction, à réagir particulièrement vivement à toute critique sur la conduite de la deuxième campagne militaire en Tchétchénie. Toutefois, si les discours occidentaux se sont faits plus fermes à l'égard du nouveau Président que lors de la première campagne (décembre 1994-août 1996), les actions concrètes sont restées le plus souvent de l'ordre du symbole.

En étroite relation avec ce conflit, la Russie est aussi victime d'un terrorisme tchétchène que Vladimir Poutine souhaite voir reconnu comme composante à part entière du terrorisme international. Or, cela lui sera dénié jusqu'au 11 septembre 2001, c'est-à-dire jusqu'à ce que les propos de George W. Bush contribuent à légitimer et le discours et l'action des Russes en Tchétchénie, y compris rétrospectivement. Les attentats les plus meurtriers du théâtre de la Doubrovka (23-26 octobre 2002) et de l'école de Beslan (1<sup>er</sup>-3 septembre 2004) ont naturellement conduit le Président français à réagir (4) : tout en condamnant l'horreur de ces actes terroristes, Jacques Chirac a rappelé la nécessité de trouver une issue politique à la crise, seule solution possible pour mettre fin au conflit tchétchène (5).

Sur un plan plus technique, la résolution par des moyens « militaires » de l'un et de l'autre de ces actes terroristes a été souvent considérée par de nombreux experts davantage comme le produit d'une mauvaise préparation des forces appelées à traiter ce genre d'action que comme une volonté délibérée de faire couler le sang. Et même si Jacques Chirac a approuvé la décision de Vladimir Poutine de ne pas négocier avec des terroristes qui n'hésitent pas à porter l'horreur dans une école, la question de l'incapacité des forces du MVD n'en a pas moins été soulevée (6). La résolution sanglante de ces actes terroristes a aussi donné une image négative d'une Russie, faisant resurgir, tout au moins chez certains « faiseurs d'opinion », le vieux mythe d'un Etat barbare, marqué par le despotisme oriental et donc par essence non européen (7).

(4) Un commando suicide tchétchène prend en otage sept cents personnes assistant à une représentation du théâtre de la Dubrovka à Moscou; après trois jours de négociations impossibles, les forces spéciales prennent d'assaut le théâtre, faisant usage d'un gaz de combat qui, s'il a permis de tuer les terroristes, a aussi fait quelque cent trente victimes parmi le public. Deux ans plus tard, un autre commando tchétchène prend en otage, le jour de la rentrée des classes, un millier de personnes – élèves et parents – à l'école de Beslan (Ossétie); là encore, dans un contexte d'amateurisme des forces spéciales et de mauvaise préparation, l'assaut est donné, faisant plus de 300 victimes. Chamil Basaev, instigateur notamment de ces actes terroristes, est finalement abattu le 9 juillet 2006.

(5) *Le Monde*, 27-28 oct. 2002 et 7 sept. 2004.

(6) *Le Monde*, 7 sept. 2004

(7) Cf. notamment André GLUCKSMAN, « Poutine, autocrate russe du XXI<sup>e</sup> siècle », *Le Monde*, 20 juil. 2006.

La France a cependant été beaucoup plus sévère concernant des affaires moins spectaculaires, mais à la symbolique tout aussi forte : la remise au pas des médias, plus particulièrement de la télévision, et l'affaire Vladimir Khodorkovski, patron de la compagnie pétrolière Ioukos, arrêté pour avoir voulu dépasser les limites de ses prérogatives d'oligarque en soutenant des partis politiques opposés au Président. En réalité, la presse française a surtout reproché au Président français sa discrétion dans ces « affaires », montrant un décalage entre la *Realpolitik* et une opinion qui s'insurge de ce qu'on puisse emprisonner un chef d'entreprise ou museler les médias. Or, si, en Russie, une partie de l'*intelligentsia* et des forces libérales a été profondément indignée par ces affaires, pour l'homme de la rue, les oligarques tels V. Khodorkovski sont d'abord perçus comme ceux qui ont pillé les richesses du pays et ne méritent donc aucune compassion.

S'agissant de la liberté de la presse, il importe de replacer cette question dans de justes proportions. Dès son entrée en fonction, Vladimir Poutine s'est attaqué au propriétaire puis à la rédaction de la chaîne de télévision NTV, qui était alors reconnue pour la qualité exceptionnelle de ses émissions politiques. Avec la mise au pas de NTV, le pouvoir a contrôlé la totalité des grandes chaînes nationales de la télévision russe, les deux autres grandes chaînes étant passées sous la coupe du Kremlin dès l'époque de B. Eltsine. A la différence de l'audiovisuel, la presse écrite reste d'un excellent niveau et garde sa liberté de ton (8). Et sur ce point, la France n'est peut-être pas la mieux placée pour jouer les critiques d'une information télévisée résolument orientée. Quant à ce qui a été perçu comme le fait du prince, lorsque le Kremlin (9) a exigé la démission du directeur des *Izvestia*, après le drame de Beslan, il convient que les premières pages du quotidien incriminé – publication de photos aussi insoutenables qu'indécentes dans le numéro daté du samedi 4 septembre – auraient suffi à justifier une telle mesure dans tout Etat civilisé ; certes, cela aurait été plus le fait du patron de presse que du pouvoir politique ! Echaudé par les autres « affaires » survenues dans l'audiovisuel, la réaction en France a été des plus virulentes.

Les deux crises avec l'Ukraine ont contribué à un certain rafraîchissement des relations bilatérales, s'inscrivant dans le cadre plus global des critiques émises par l'ensemble du monde occidental à propos des pressions russes exercées lors de la campagne présidentielle ukrainienne. Le 27 novembre 2004, soit le lendemain du deuxième tour des élections ukrai-

(8) L'assassinat, le 7 octobre 2006, de la journaliste Anna Politkovskaja semble ressortir plus de l'incapacité du pouvoir à contrôler ses appareils de sécurité que de la défense de la liberté de la presse. Ce qui ne constitue pas pour autant, au contraire, une cause de réconfort. La question est désormais de savoir si l'enquête sur cet assassinat sera enterrée comme celles sur les assassinats de Dmitri Kholodov (octobre 1993) et de Vladislav Listev (mars 1994) et donc resteront sans effet sur le pouvoir ou bien si l'affaire s'apparentera dans ses conséquences à l'assassinat de Georgii Gongadze en Ukraine en septembre 2000, qui a contribué à la chute de Leonid Koutchma et à la défaite de son dauphin aux élections de 2004.

(9) En réalité, la démission du directeur du quotidien a été exigée par l'oligarque Vladimir Potanine, propriétaire du journal et proche du Kremlin : *Le Monde*, 4 et 9 sept. 2004.

niennes, le Président français a qualifié ces dernières, dans un entretien accordé à RFI, de «*pas tout à fait nettes*», ajoutant qu'il était «*très dangereux de jouer à ce petit jeu*» (10), avant de s'en remettre aussitôt aux décisions de l'Union européenne pour «*éviter que n'éclate un drame en Ukraine*». Il est vrai que le processus de la «*Révolution orange*» d'inspiration résolument atlantique avec la Pologne pour relais, a largement échappé à la France et, plus largement, à l'Union européenne, lesquelles n'ont pas su accompagner la transition aussi efficacement que les structures atlantiques. Ceci étant, critiquer le Président russe pour ses ingérences aussi grossières que maladroitement dans le processus électoral ukrainien n'est pas concevable. Donc, là encore, la France a adopté un profil bas dans la critique en s'en remettant à l'UE.

D'ailleurs, au lendemain du «*troisième tour*» qui se déroule le 26 décembre, le nouveau Président ukrainien, Victor Iouchtchenko, manifeste son désir d'adhésion le plus rapidement possible aux institutions occidentales : OTAN et UE. Cette dernière reconnaîtra, moins d'un an plus tard, à l'issue du premier sommet UE-Ukraine qui se tient le 1<sup>er</sup> décembre 2005, que l'Ukraine est désormais devenue une «*économie de marché*». Totalement prématurée, cette reconnaissance a constitué un argument inespéré pour la Russie, qui exige une mise au niveau mondial des prix auxquels elle vendrait le gaz à l'Ukraine. L'UE s'est surtout préoccupée de ce que cette crise du gaz ne touche pas ses propres approvisionnements qui, pour l'essentiel, transitent par l'Ukraine. Quant à la France, elle s'en est remis aux décisions de l'UE, même si le ministère français de l'Industrie a fait savoir qu'il était «*relativement confiant et serein*» sur l'issue de la crise (11).

En réalité, la marge de manœuvre de Paris, comme celle de Bruxelles, est relativement étroite : il s'agit de condamner des initiatives fortement critiquables de la part de Moscou sans pour autant entrer dans le jeu des Etats-Unis qui, depuis le milieu des années de la décennie quatre-vingt-dix, misent résolument sur une rupture entre la Russie et l'Ukraine afin d'entraîner celle-ci dans le camp le plus atlantiste, par l'intermédiaire de son plus fidèle relais à l'Est, la Pologne (12). Période d'apprentissage de tous côtés, qui pourrait toutefois réserver quelques surprises : l'alignement sur Washington de Varsovie et de Kiev commence en effet à être critiqué par une partie, certes encore très minoritaire, de la classe politique, y compris la plus ancrée à l'Ouest.

(10) *Le Monde*, 29 nov. 2004.

(11) *Le Monde*, 3 jan. 2006.

(12) Suivant en cela les préceptes du plus polonais des Américains, Zbigniew Brzezinski, qui affirmait : «*sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie*», *Le Grand Echiquier*, Paris, 1997, p. 74.

### *Le regard de l'autre : la France vue de Moscou*

Pour sa part, la Russie reste aussi vigilante sur les affaires purement françaises et la presse écrite – plus d'ailleurs que le pouvoir lui-même – n'a pas manqué de réagir à des événements qui ont secoué la France, à commencer par la réélection du Président J. Chirac dans les conditions particulières de 2002. Après avoir qualifié la campagne électorale d'«ennuyeuse», car les Français sont «*fatigués du Président, du Premier ministre et des autres candidats*» (13), *Izvestia*, qui reste l'un des bons quotidiens nationaux russes, s'interroge sur le «*mal français*» et sur la personnalité de Jean-Marie Le Pen, qualifié d'«*ultra-radical*» (23 avril), et considère l'élimination de Lionel Jospin comme le «*fiasco d'un homme droit*» (24 avril). Quinze jours plus tard, la réélection de Jacques Chirac est considérée comme une «*victoire attendue*». Elle est suivie par un appel téléphonique de V. Poutine à Jacques Chirac pour le féliciter et s'assurer de ce que leurs relations resteront prioritaires, de manière à renforcer un «*partenariat global*» (14). Bien entendu aucune allusion, mais c'est normal dans ce genre d'exercice, aux conditions de cette réélection.

Les deux crises de l'automne 2005 et du printemps 2006 sont également observées avec un intérêt non négligeable par les médias russes, même si le pouvoir politique reste, pour sa part, naturellement, discret. La «*crise des banlieues*» est suivie avec un intérêt d'autant plus grand que certains ont voulu la percevoir comme une forme de «*choc des civilisations*» (15). C'est cet aspect qui est privilégié par Moscou, alimenté il est vrai par des propos malencontreux des personnalités françaises à l'attention des médias russes et largement reproduits par la presse des deux pays. Ceci étant, l'inquiétude des Russes porte surtout sur la perspective de voir de tels événements se reproduire dans leur pays. Pour certains, cette perspective est envisageable dans ses principes : le vice-président du parti libéral *Jabloko*, Sergueï Mitrokhine, estime ainsi que des événements similaires se produisent déjà, certes à un autre échelle, en Tchétchénie et que, au-delà des différences, il existe, à la base, entre les deux situations, une similitude majeure qui tient à une erreur globale d'évaluation de la part des politiques ; pour lui, d'erreur en erreur, le pouvoir russe risque d'aboutir à une guerre des civilisations, tandis que les erreurs du pouvoir français ont consisté à attirer des immigrés sans leur donner un espoir d'intégration (16). D'autres acteurs politiques ne voient, eux, rien de commun entre les deux crises : ainsi, le premier vice-président de la commission de la Douma en charge des affaires de la CEI, Ahmed Bilalov, estime que les perspectives d'éclatement d'une révolte des

(13) *Izvestia*, 22 avr. 2002.

(14) Communiqué du Kremlin rendant compte de l'entretien téléphonique des deux chefs d'Etat en date du 7 mai 2002, document disponible sur le site Internet de la présidence russe, [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru).

(15) La crise française coïncide d'ailleurs avec le souhait – mais pas l'exigence – de retirer la croix qui figure sur l'emblème de la Russie : *Izvestia* et *Nezavisimaja Gazeta*, 7 déc. 2005.

(16) *Nezavisimaja Gazeta*, 7 nov. 2005.

banlieues est impossible en Russie – «*il n'existe pas de ghettos nationaux dans nos villes, grâce à la politique soviétique d'urbanisme*» –; autre différence importante à son avis, «*la Russie est le seul pays d'Europe où les dizaines de millions de Musulmans coexistent avec des Chrétiens, non à la suite de migrations, mais depuis des siècles. La Russie est leur mère patrie historique*» (17); et A. Bilalov d'ajouter que la crise française n'est pas une manifestation d'un quelconque choc de civilisation et qu'une telle interprétation est non seulement fautive mais aussi provocatrice et dangereuse, une remarque qui vaut pour la France, même s'il est clair que son auteur pense aussi à la Russie.

Quant à la «*crise du CPE*» de mars-avril 2006, elle aussi suivie de très près par un pays qui traverse encore sa phase de transition vers l'économie de marché : l'un des envoyés spéciaux d'*Izvestia* ne résiste d'ailleurs pas à la tentation d'intituler son article «*les étudiants rêvent de révolution orange*» (18), un propos pour le moins aigre-doux tant à l'égard de la Russie que de la France. Le même quotidien constate que la crise n'est pas idéologique mais économique et déplore que «*même le diplôme de la Sorbonne ne garantit plus de trouver du travail*». Là encore, le message aux lecteurs russes est évident et, ce, au moment où la Russie s'engage dans une vaste réflexion sur la réforme de l'enseignement supérieur. Toutefois, c'est bien l'affaire Clearstream, qui, pourtant concerne bien peu les Russes – sauf peut-être dans leur pratique du *Kompromat* (19) – qui les conduit à présenter une image exceptionnellement négative du Premier ministre français, désigné pourtant peu auparavant comme «*l'héritier spirituel de Jacques Chirac*» (20).

C'est sans doute au travers du «*Non*» au Traité constitutionnel de l'UE que les Russes manifestent leur plus grande inquiétude : le vote français – et dans une moindre mesure néerlandais – est en effet susceptible d'avoir des conséquences très concrètement négatives pour la Russie. Si la presse quotidienne titre que «*la France laisse l'Europe sans Constitution*» (21), certaines analyses d'experts manifestent une inquiétude qui va bien au-delà de l'événement lui-même. Ainsi, Timofei Bordatchev estime que «*la crise de l'été 2005 a fini d'affaiblir l'autorité exécutive de l'UE tout en renforçant le Parlement [...] À côté de chefs d'État discrédités et d'une Commission faible, le Parlement européen jouit, à juste titre, de sa légitimité*

(17) *Nezavisimaja Gazeta*, 18 nov. 2005.

(18) *Izvestia*, 23 mars 2006.

(19) Dossier compromettant diffusé dans le public et destiné à déconsidérer un adversaire politique Cette pratique a surtout été utilisée lors des campagnes de 1994 et de 1999.

(20) *Izvestia*, 1<sup>er</sup> juin 2005. Cf. également la *Nezavisimaja Gazeta* (28 juil. 2005), qui parle du «*Premier ministre-artistocrate au zénith*», en référence à son action aux Affaires étrangères. Le 3 mai 2006, le même quotidien parlera, en marge de l'affaire Clearstream, du «*Premier ministre français le plus scandaleux*», un titre destiné à frapper les imaginations, alors que le corps de l'article est nettement plus neutre et qu'on ne voit pas en quoi consiste le «*scandale*».

(21) *Izvestia*, 31 mai 2005 ou sa variante de *Nezavisimaja Gazeta* de la même date : «*Paris laisse l'Europe sans constitution*».

*démocratique*» (22). Or ce constat est à rapprocher d'un autre, dans le même texte, selon lequel l'élargissement de 2004 a «*introduit dans une UE déjà peu homogène [...] une forte hétérogénéité [...] Le comportement de certains de ces nouveaux pays membres s'est traduit par une rhétorique conservatrice qui a réveillé certains 'démons du passé' dans certains pays fondateurs de l'UE*» (23) : sous-entendu, ce comportement va directement à l'encontre des bonnes relations entre la Russie et l'UE. Ces derniers exemples montrent aussi que, dans les faits, les relations bilatérales franco-russes pèsent de peu de poids et qu'elles ne sauraient être observées indépendamment des relations multilatérales dans lesquelles interviennent les deux grandes puissances européennes.

#### DES RELATIONS DANS UN CADRE MULTILATÉRAL

Le processus de mondialisation, la prétention à la puissance globale unique des États-Unis mais aussi la montée en puissance de l'Union européenne ont quelque peu contribué à une diminution du poids des relations strictement bilatérales, lesquelles s'inscrivent de plus en plus dans des cadres plus larges. Cela s'applique aux relations franco-russes, peut-être plus encore au cours des dernières années où, d'une part, la Russie redevient un acteur à part entière – même si les tentations de sa marginalisation existent chez certains à l'Ouest – et, d'autre part, le climat «fin de règne» réduit, sur de nombreux dossiers, le poids international de la France.

Les attentats du 11 septembre 2001 modifient la conception globale de la politique internationale de la Russie. Les propos tenus par George W. Bush dans les heures et les jours qui suivent les attentats ont largement contribué, y compris rétrospectivement, à légitimer et le discours et l'action de Vladimir Poutine en Tchétchénie. Alors que l'orientation résolument européenne qui était devenue dominante dans une Russie qui commençait à prendre conscience de son nouveau statut de puissance moyenne favorisait naturellement un rapprochement du pays avec l'UE et ses grands États membres, après 2001, la Russie a instrumentalisé ses relations avec les États-Unis, dont elle a alors besoin à la fois comme chef de file de la «guerre globale contre le terrorisme» et dans «sa» guerre contre «son» terrorisme. L'Europe n'est pour autant pas abandonnée par Moscou, mais son (r)attachement au Vieux Continent est désormais déterminé aussi par des relations renouvelées avec Washington.

(22) T. BORDATCHEV, «L'UE en crise : des opportunités à saisir pour la Russie ?» *Ru.CEI visions*, n° 7, p. 13.

Timofei BORDATCHEV est chercheur à l'Institut d'Europe de l'Académie des sciences de Russie et ancien collaborateur du Centre Carnegie de Moscou.

(23) *Ibid.*, p. 7.

Pourtant, face à la crise avec l'Iraq, qui monte en puissance à partir de l'automne 2002, Moscou décide de se rallier aux positions franco-allemandes, ce qui ne l'empêche pas par ailleurs de maintenir, pour des motifs de politique intérieure, les relations les plus correctes possibles avec les Etats-Unis, conduisant d'ailleurs le Secrétaire d'Etat américain, Condoleezza Rice, à exploiter ces nuances.

### *Le triangle France-Allemagne-Russie et l'Iraq*

La crise puis la guerre en Iraq sont l'occasion pour la France, la Russie et l'Allemagne de se retrouver sur un grand dossier de relations internationales et de relancer l'axe – ou plutôt le triangle – Paris-Berlin-Moscou (24). On se rappelle en effet que la formation d'un triangle Paris-Berlin-Moscou avait été envisagée en 1998 par Boris Eltsine, qui avait réuni Jacques Chirac et Helmut Kohl à Moscou (25); mais la maladie du Président russe et surtout l'absence de grand projet commun n'avaient pas permis de donner de suites à ce projet. L'«expérience» allemande de Vladimir Poutine contribue à un spectaculaire rapprochement germano-russe, sans pour autant grever les relations franco-russes. Cela étant, il ne faut pas se méprendre : ce triangle apparaît plus conjoncturel que structurel, chacun y défendant ses propres intérêts qui, pour proches qu'ils puissent être, ne sont pas pour autant identiques, tout au moins au début de la crise.

Dès l'été 2002, le Chancelier G. Schröder s'oppose à toute intervention armée, une position renforcée par le fait que l'Allemagne entre alors dans une campagne électorale, de surcroît difficile pour la majorité sortante, et que, dans son immense majorité, la population allemande est hostile à toute intervention armée. Dans le même temps, la France n'exclut pas, à terme, une intervention, dès lors qu'elle se déroulerait avec un mandat clair de l'ONU (26). Quant à la Russie, elle ne souhaite pas affronter directement les Etats-Unis, qu'elle instrumentalise par ailleurs dans sa lutte contre le(s) terrorisme(s).

Sans entrer dans les péripéties et les incertitudes quant à une intervention militaire en Iraq, il faut attendre le 22 janvier 2003 pour constater une unité de vues entre la France et l'Allemagne, dans un premier temps, puis, le 10 février suivant, pour une convergence franco-russe et franco-germano-russe.

(24) Le terme de «triangle» est préférable à celui d'axe, jugé trop volontariste au regard d'axes passés. Le triangle Paris-Moscou-Berlin s'apparente en effet plutôt à une addition de trois axes «préexistants» : Paris-Berlin, Paris-Moscou et Berlin-Moscou. Cf. sous-lieutenant J. MICHELIN, «L'axe Paris-Berlin-Moscou dans la politique étrangère russe», Mémoire de diplôme de l'ESM de Saint-Cyr, juin 2004, pp. 61-63.

(25) Cf. Jean-Christophe ROMER, «Les relations franco-russes entre 1991-1999 : entre symboles et réalités», *Annuaire français de relations internationales*, vol. I, 2000, p. 443.

(26) Cf. notamment C. DEMESMAY, *France, Allemagne, Russie, retour sur une alliance atypique*, Fondation Robert Schuman (Synthèse n° 91), 2003.

Lors de leur conférence de presse commune, tenue à l'issue du Conseil des ministres franco-allemand réuni à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Élysée, le Président français déclare que «*l'Allemagne et la France ont sur cette crise un jugement qui est le même et qui est essentiellement fondé sur deux idées : la première est que toute décision appartient au Conseil de sécurité [...] La deuxième réalité, c'est que, pour nous, la guerre est toujours un constat d'échec*». Le Chancelier ne souhaitera rien ajouter aux propos du Président, sinon pour abonder dans son sens : «*c'est exactement cela*» (27).

Le ralliement de la Russie intervient quelques jours plus tard, le 10 février, lors de la visite d'État que Vladimir Poutine effectue en France, après une brève escale en Allemagne. Il en sort une déclaration commune entre l'Allemagne, la France et la Russie qui, «*en étroite collaboration, réaffirment que le désarmement de l'Iraq [sic], conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU depuis la résolution 687, est l'objectif commun de la communauté internationale [...] La résolution 1 441 adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité offre le cadre dont toutes les possibilités n'ont pas encore été explorées*». Et le texte poursuit en précisant qu'«*il y a encore une alternative à la guerre. L'usage de la force ne pourrait constituer qu'un ultime recours*». Peu auparavant, le même jour, les deux Présidents ont tenu une conférence de presse à l'Élysée : Jacques Chirac a rappelé l'ancienneté de la concertation franco-russe sur l'Iraq et constaté que leurs «*points de vue [sont] tout à fait convergents*»; pour sa part, Vladimir Poutine a noté «*l'unité des positions*» des deux pays qui cherchent à régler d'une façon politique et diplomatique cette crise avec l'Iraq. Interrogé sur l'existence d'un «Partenariat stratégique Paris-Berlin-Moscou», le Président russe est resté très prudent, puisqu'il situe ce partenariat dans le cadre des débats à l'ONU. Quant aux autres questions qui lui sont posées, il les replace presque toujours dans le cadre d'une Europe unifiée (28).

On aurait donc affaire à une alliance de conjoncture qui peut apparaître occasionnellement sur le devant de la scène, à la demande de l'une ou l'autre partie, le plus souvent pour servir ses propres intérêts. Quelles que soient la pertinence et la logique de ce triangle, il convient de ne pas surestimer sa fonction. D'ailleurs, Washington ne s'y est pas trompé en traitant différemment et pour mieux les opposer les trois partenaires du triangle, Condoleezza Rice proposant de «*pardonner à la Russie, oublier l'Allemagne et punir la France*» (29).

(27) Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac et Gerhardt Schröder, 22 janvier 2002, document disponible sur le site Internet de la présidence de la République française, [www.elysee.fr](http://www.elysee.fr).

(28) La déclaration commune franco-germano-russe est rendue publique à l'issue de la conférence de presse des Présidents russe et français à l'Élysée, le 10 février 2003, document disponible sur le site Internet [www.elysee.fr](http://www.elysee.fr).

(29) A titre de comparaison, on n'assistera à aucune différence de traitement de la part des Anglo-Saxons au lendemain du Sommet de Tervuren (29 avril 2003), où la France, l'Allemagne, la Belgique et Luxembourg sont collectivement qualifiés par l'OTAN de «*bande des quatre*». Cf. C. GRANT, «Relancer la coopération en matière de défense européenne», *Revue de l'OTAN*, n° 4, hiv. 2003.

Le véritable lien entre les trois pays – auxquels on peut, dans ce cas précis, ajouter la Chine – consiste à refuser la logique d'un monde unipolaire voulu par Washington. Et pour ce faire, Français et Allemands ont compris que l'Europe a aussi besoin de la Russie pour construire un véritable pôle de puissances autonomes sur le Vieux Continent.

### *La crise iranienne*

Après l'Iraq, l'Iran constitue une nouvelle occasion – mais en associant aussi d'autres partenaires – de coopération franco-russe. Le dossier est d'abord géré par une troïka européenne composée de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis, encore échaudés par leur malheureuse expérience iraquienne, préfèrent laisser l'affaire entre les mains de l'UE – peut-être en souhaitant son échec. Dans la quête d'une solution à la crise, la Russie apparaît comme un partenaire indispensable compte tenu de son importante coopération avec l'Iran, notamment dans le domaine du nucléaire civil. La France, comme ses partenaires de l'UE et la Russie, cherche à privilégier les instances internationales (AIEA, ONU) pour le règlement de ce différend, comme pour d'autres dossiers passés ou à venir. La qualification des six Etats parties prenantes à ces tentatives de médiation est d'ailleurs significative. Dans un premier temps, on a parlé de la troïka européenne à laquelle s'étaient jointes la Russie, puis la Chine, sous le regard des Etats-Unis. Puis, depuis le printemps 2006, il est de plus en plus question du groupe des «5 + 1» : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, plus l'Allemagne.

Là encore, si on peut considérer que les trois Européens ont des intérêts identiques dans ce dossier, la Russie – ainsi que la Chine – joue un jeu qui lui est propre mais qui, sur de nombreux points, converge avec la «troïka» européenne : exclure toute option militaire comme solution raisonnable à la crise. De surcroît, la convergence entre les deux exportateurs de technologie nucléaire que sont la France et la Russie est évidente à la lecture de la déclaration franco-russe sur les questions nucléaires signée le 14 février 2006 à l'issue de la visite de Dominique de Villepin lors du séminaire gouvernemental bilatéral : «*la France et la Russie [...] se félicitent de l'action croisée positive entre l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et le Haut Représentant de l'UE et la Fédération de Russie pour la recherche d'une solution diplomatique à la position nucléaire iranienne*» (30). Cette visite est intervenue peu après le soutien apporté par la France à la proposition russe de décembre 2005 d'enrichir sur son territoire l'uranium iranien, permettant ainsi un réel contrôle sur le combustible : «*ces idées russes sont dans la ligne des propositions européennes, c'est-à-dire qu'elles répondent à la fois aux préoccupations de la communauté internationale en termes de prolifération et, en même*

(30) Site Internet du Quai d'Orsay, [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr).

*temps, elles donnent à l'Iran les moyens de développer un programme nucléaire pacifique» (31).*

Toutefois, ces négociations et déclarations montrent bien qu'on est ici dans une logique qui n'est pas strictement bilatérale et que ce qui prime, ce sont les relations entre l'UE et la Fédération de Russie.

### *La France, la Russie et l'UE*

La Russie a rapidement compris que, si elle souhaitait réintégrer la communauté internationale, malgré un tropisme américain qui n'a pas disparu, ce chemin passait par l'Union européenne. C'est d'ailleurs, on l'a vu, à l'occasion d'un sommet Russie-UE que s'est opéré le rapprochement franco-russe après la crise de 1999-2000. Moscou mise largement sur ses relations bilatérales avec la France, mais aussi, surtout depuis l'élection de Vladimir Poutine, sur l'Allemagne pour faire valoir ses intérêts auprès de l'UE. Ceci peut paraître d'autant plus aisé que, au moins officiellement et pour le moment, Moscou n'envisage pas de poser sa candidature à l'Union. En revanche, le pays entend bien préserver ses intérêts, souvent légitimes, face aux élargissements successifs qui pourraient l'isoler du Vieux Continent, dont il est naturellement partie intégrante. Ses craintes séculaires de voir se dresser autour de lui un «cordon sanitaire» qui le repousserait dans des espaces exclusivement asiatiques sont notamment prises en considération par Paris, et, ce, depuis le début de la décennie quatre-vingt-dix.

A l'occasion du renouvellement du partenariat stratégique UE-Russie (32), les députés français René André et Jean-Louis Bianco ont présenté à l'Assemblée nationale un «Rapport d'information sur les relations entre l'UE et la Russie»: après une analyse assez complète de la situation, les deux députés envisagent quatre scénarios pour l'avenir de ces relations – la vision est certes française, mais elle est sans doute partagée par nombre de responsables politiques des 19 à défaut de l'être par les 25 (33). L'intérêt de ce document est de bien montrer la spécificité de la Russie qui, malgré l'affaiblissement de son statut international, n'en est pas moins restée «*un pôle à part entière*» et ne saurait être considérée comme «*une périphérie qui souhaite s'intégrer au centre*» (p. 73). Le premier des scénarios envisagé, celui de l'adhésion, n'est *a priori* pas retenu comme pertinent, sans pour autant exclure plusieurs formes d'un rapprochement plus ou moins étroit, envisagé dans les trois scénarios suivants – «*tout sauf les institutions*», selon la formule de Romano Prodi. Or, cette option se trouve à l'opposé de tout ce que souhaite Moscou (p. 75), puisqu'elle propose de soumettre la Russie à toutes les

(31) Point de presse du ministère des Affaires étrangères, disponible sur le site Internet du Quai d'Orsay.

(32) Stratégie commune de l'UE à l'égard de la Fédération de Russie, adoptée lors du Conseil européen de Cologne des 3 et 4 juin 1999.

(33) Rapport d'information déposé par la Commission de Affaires étrangères, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 14 décembre 2004, disponible sur le site Internet [www.assemblee-nationale.fr](http://www.assemblee-nationale.fr).

contraintes liées à une adhésion sans en obtenir les contreparties, notamment en matière de prise de décision. Le troisième scénario est celui du «*partenariat stratégique*» (p. 76), qui permettrait de renforcer les coopérations existantes, en particulier dans deux domaines privilégiés par le rapport : les questions énergétiques et la recherche scientifique. Enfin, le dernier scénario est celui du *statu quo* (p. 80), le moins dynamique mais qui pourrait bien, au moins actuellement, être favorisé par les restructurations internes en cours en Russie, mais aussi par une stagnation, que l'on peut espérer provisoire, de l'idée européenne depuis les «Non» français et néerlandais au Traité constitutionnel.

Un an après la publication de ce document éclate la crise gazière russo-ukrainienne. Celle-ci a été fortement ressentie par les pays de l'UE – surtout les nouveaux adhérents –, au point qu'elle est passée au centre des préoccupations du G8, dont le sommet s'est tenu à Saint-Petersbourg du 15 au 17 juillet 2006, puis au sommet informel UE-Russie de Lahti, en Finlande, où le Président français s'est refusé à «*lier les questions de morale à des actions économiques*» (34).

\* \*  
\*

Tirant un premier bilan de ces six années, on constate que, quel que soit le dossier multilatéral dans lequel se retrouvent Paris et Moscou, la Russie ne paraît plus véritablement compter sur Paris pour défendre ses positions. En Europe, l'Allemagne est, même après les élections de septembre 2005, devenue prioritaire pour un Président russe parfaitement germanophone. S'agissant d'autres dossiers, tel celui de l'adhésion à l'OMC, c'est même plutôt sur la Chine que compte la Russie – pour autant qu'elle souhaite réellement adhérer à cette organisation.

Paris est incontestablement en perte de position sur la scène internationale, alors que, dans le même temps et sans qu'il y ait de relation de cause à effet, la Russie est en phase de (re)montée en puissance. Toutefois, ce retour de la Russie ne doit pas laisser croire que, comme au temps de l'ordre bipolaire, elle soit redevenue l'interlocuteur privilégié des États-Unis. Malgré son redressement bien réel, elle est une puissance moyenne et, de ce fait, c'est de l'ensemble européen dont elle a le plus besoin pour contribuer à construire ce monde multipolaire dont elle rêve.

(34) *Le Monde*, 22-23 oct. 2006.

